



Infomat

N° 11-002-XIF au catalogue (English 11-002-XIE) ISSN 1209-0875

Revue hebdomadaire

Le vendredi 11 juillet 2003

VOIR AUSSI

◆ Les dépenses touristiques internationales affichent une baisse marquée

Les dépenses touristiques ont reculé de 0,8 % au premier trimestre, par suite d'une baisse marquée de 6,9 % du nombre de visites des voyageurs internationaux. La crise du SRAS n'a presque pas eu d'effet au premier trimestre, le pire étant encore à venir.

◆ Les petites entreprises sont prudentes par rapport au financement

Les petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes ont semblé plus prudentes en 2001 lorsqu'elles ont dû demander divers types de financement. Seulement 18 % des PME (contre 23 % en 2000) ont fait une demande de financement par emprunt.

◆ Les films étrangers dominant dans les salles de cinéma

Malgré un niveau record pour les distributeurs de films et les grossistes de vidéos au Canada, les films et vidéos canadiens n'ont toujours pas fait leur place sur un marché intérieur dominé par les produits étrangers.

◆ Hausse du taux de faible revenu chez les immigrants

Le taux de faible revenu chez les nouveaux immigrants au Canada a presque doublé entre 1980 et 1995, avant de reculer légèrement au cours de la dernière moitié des années 1990, selon une nouvelle étude.

Le secteur de la construction demeure solide malgré un léger recul

La valeur des permis de bâtir a diminué en mai, les intentions de construction institutionnelle ayant chuté brusquement et celles de logements unifamiliaux ayant atteint leur plus bas niveau en 17 mois. Les constructeurs ont pris pour 3,9 milliards de dollars de permis de bâtir, soit 2,0 % de moins qu'en avril.

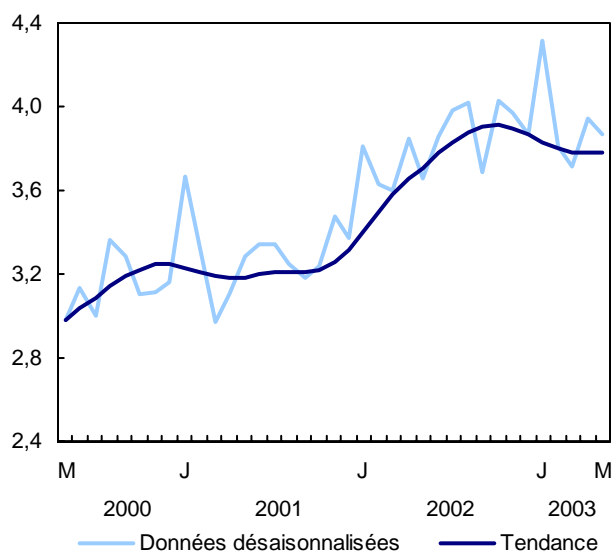
Les municipalités ont délivré pour 2,4 milliards de dollars de permis de construction de logements, la demande de logements multifamiliaux ayant fait augmenter la valeur totale des permis de construction résidentielle de 0,8 %. En revanche, la valeur des permis dans la composante unifamiliale a baissé pour un quatrième mois consécutif.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a chuté de 6,2 % et s'est établie à 1,5 milliard de dollars, la valeur des permis délivrés pour des projets de construction gouvernementale et commerciale ayant diminué.

(suite à la page 2)

Valeur des permis de construction

En milliards de dollars



Le secteur de la construction... (suite de la page 1)

Cependant, malgré des fluctuations d'un mois à l'autre, le secteur de la construction au Canada présente toujours un bon rendement cette année. La valeur des permis dans chacune des principales composantes a été plus élevée que lors de la même période de cinq mois en 2002.

À l'échelon provincial, la valeur des permis a affiché son plus net recul au Manitoba, où les intentions ont diminué de 63,3 % pour s'établir à 79 millions de dollars, après avoir connu une hausse en avril, du fait de deux nouveaux projets de construction d'hôpitaux. Le Québec a enregistré la deuxième baisse en importance, la valeur des permis ayant chuté de 10,1 % par rapport à avril pour s'établir à 760 millions de dollars. La principale hausse est survenue en Ontario, où les municipalités ont délivré pour 1,7 milliard de dollars de nouveaux permis, soit 125 millions de dollars de plus qu'en avril.

Dans le secteur résidentiel, les constructeurs ont pris pour 740 millions de dollars de permis de construction multifamiliale, en hausse de 5,9 % par rapport à avril. La valeur des permis de construction unifamiliale a toutefois chuté de 1,3 % pour s'établir à 1,6 milliard de dollars.

La demande de permis de construction unifamiliale continue de ralentir par rapport aux sommets atteints au début de l'année. Sur 12 mois, les prix des nouveaux logements se sont accrus de 4,5 % au pays, contrecarrant ainsi les effets des réductions des taux hypothécaires.

Parmi les provinces, la Colombie-Britannique a affiché la plus forte augmentation de la valeur des permis (+8,7 %, valeur totale de 353 millions de dollars) en mai. Elle était suivie de la Nouvelle-Écosse (+54,0 %, valeur totale de 69 millions de dollars), où les permis de construction d'appartements et de maisons unifamiliales ont entraîné ces hausses. Les plus nets reculs sont survenus au Québec (-4,1 %, valeur totale de 446 millions de dollars) et en Saskatchewan (-34,8 %, valeur totale de 31 millions de dollars).

Au cours des cinq premiers mois de 2003, les municipalités ont délivré pour environ 12,3 milliards de dollars de permis de

construction résidentielle, soit 2,7 % de plus qu'à la même période en 2002.

Dans le secteur non résidentiel, les intentions de construction institutionnelle ont chuté de 21,0 % en mai pour s'établir à 444 millions de dollars. La majeure partie de ce ralentissement provient des projets de construction d'immeubles de services sociaux et de construction d'hôpitaux.

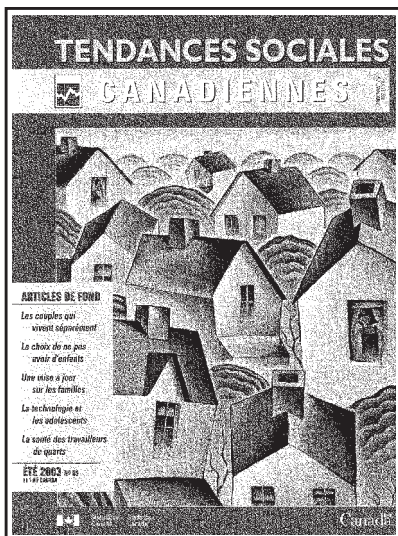
Les projets de construction commerciale ont enregistré une légère baisse de 0,3 % pour s'établir à 733 millions de dollars en mai. Il s'agit tout de même d'un niveau supérieur de 8,1 % à la valeur mensuelle moyenne observée en 2002. La catégorie des immeubles à bureaux et celle des hôtels et des restaurants ont affiché les pertes les plus importantes, tandis que la catégorie des laboratoires et celle du commerce et des services ont montré des augmentations considérables.

Les intentions dans la composante industrielle ont crû de 8,4 % pour atteindre 297 millions de dollars. La majorité de cette hausse provenait de la catégorie des usines de fabrication.

Le secteur non résidentiel a encore connu un grand niveau d'activité. Depuis le début de 2003, les intentions de construction non résidentielle ont atteint 7,4 milliards de dollars, en hausse de 11,8 % comparativement à la même période en 2002.

La valeur cumulative des permis de construction industrielle a atteint 1,5 milliard de dollars de janvier à mai, en hausse de 15,7 % par rapport à la même période en 2002, suivie de la composante institutionnelle, laquelle a atteint 2,2 milliards de dollars (+12,0 %). Les intentions de projets de construction commerciale ont aussi contribué à cette progression, ayant augmenté de 10,3 % pour s'établir à 3,7 milliards de dollars.

Le numéro de mai 2003 de **Permis de bâtir** (Internet : 64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) paraîtra bientôt. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 ou composez le 1 800 579-8533 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour en savoir plus, communiquez avec Michel Labonté au (613) 951-9690 (courriel : labomic@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.



Les couples qui vivent séparément

Selon les données de l'Enquête sociale générale de 2001, 1 Canadien sur 12 ne vivait pas avec son partenaire.

En 2001, 8 % de la population canadienne de 20 ans et plus faisait partie d'un couple vivant séparément. Même si 56 % de ces personnes étaient de jeunes adultes dans la vingtaine, les autres avaient 30 ans et plus, dont 19 % étaient dans la trentaine, 14 %, dans la quarantaine et 11 % avaient 50 ans et plus.

Il arrive que des couples vivent séparément en raison de responsabilités familiales. En 2001, 36 % des membres d'un couple qui vivaient séparés de leur partenaire habitaient avec leurs parents. Alors que plusieurs jeunes adultes vivaient chez leurs parents pour économiser de l'argent, d'autres — particulièrement les personnes plus âgées — vivaient avec leurs parents pour leur fournir de l'aide. Environ la moitié des couples qui vivaient séparément s'attendaient à vivre un jour en union libre avec leur partenaire actuel.

L'article « Les couples qui vivent chacun chez soi » figure dans le numéro d'été 2003 de **Tendances sociales canadiennes** (Internet : 11-008-XIF, 8 \$ / 27 \$; 11-008-XPF, 11 \$ / 36 \$). Pour en savoir plus, communiquez avec Josée Normand au (819) 684-4009 (courriel : cstsc@statcan.ca), Division de la statistique sociale, du logement et des familles.

Les dépenses touristiques internationales affichent une baisse marquée

Les dépenses touristiques ont reculé de 0,8 % au premier trimestre, par suite d'une baisse marquée du nombre de visites des voyageurs internationaux.

La réduction de 4,5 % des dépenses des étrangers a plus que contrebalancé la hausse de 1,0 % des dépenses touristiques des Canadiens. Les dépenses touristiques sont restées 4,3 % en deçà du sommet atteint au premier trimestre de 2001. La crise du SRAS n'a presque pas eu d'effet au premier trimestre, le pire étant encore à venir.

Les dépenses des touristes internationaux au premier trimestre étaient à leur plus faible niveau depuis le deuxième trimestre de 1999. Les dépenses touristiques des non-résidents ont enregistré une forte baisse de 4,5 %, après avoir augmenté de 2,6 % au quatrième trimestre de 2002. Le nombre total de visiteurs a diminué de 6,9 %, les touristes en provenance des États-Unis et des autres pays ayant réduit le nombre de leurs voyages au Canada.

Les inquiétudes sur le plan de la sécurité associées à la guerre en Irak, à la faiblesse de l'économie mondiale et à l'appréciation de 4,0 % du dollar canadien par rapport au dollar américain ont tous été des facteurs ayant contribué à la baisse.

La diminution des dépenses des non-résidents a été généralisée, à commencer par les services de transport aérien qui ont chuté de 5,2 %. Les dépenses des non-résidents au chapitre de l'hébergement (-4,1 %) et des services de restauration (-6,0 %) ont aussi baissé considérablement.

Par suite de la baisse des dépenses des visiteurs de l'étranger, le déficit du Canada au compte des voyages internationaux est passé à 585 millions de dollars (aux prix courants) par rapport à 428 millions de dollars au quatrième trimestre de 2002. Un déficit signifie que les voyageurs canadiens ont dépensé plus à l'étranger que ne l'ont fait les visiteurs internationaux au Canada.

Les dépenses des Canadiens ont représenté 67,1 % des dépenses touristiques totales au Canada au premier trimestre. Il s'agit du pourcentage le plus élevé depuis le quatrième trimestre de 1997.

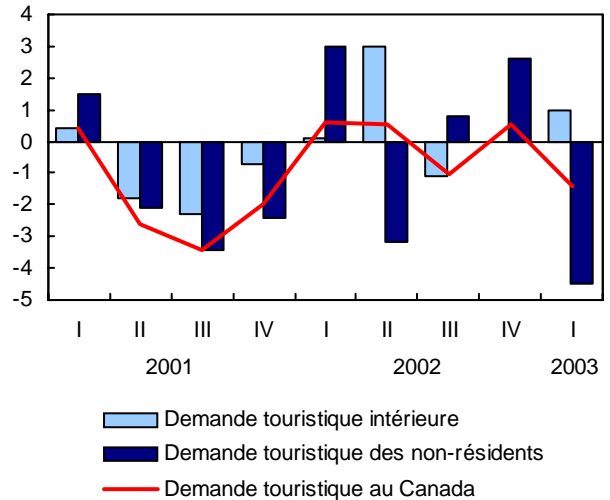
Les dépenses touristiques intérieures ont progressé de 1,0 %, les Canadiens ayant dépensé plus au pays et moins à l'étranger comparativement au quatrième trimestre de 2002.

Les dépenses globales au chapitre de nombreux biens et services touristiques ont diminué au premier trimestre. Elles ont chuté de

Dépenses touristiques au Canada

Variation en %, trimestre précédent

Données corrigées en fonction des variations saisonnières et de l'inflation



1,9 % dans le transport aérien de passagers, à la suite d'une forte hausse au quatrième trimestre de 2002.

Les dépenses au chapitre de l'hébergement ont baissé de 1,2 %, alors que celles au chapitre des services de restauration ont chuté de 1,9 %. Les dépenses au chapitre du carburant pour véhicules ont légèrement augmenté de 0,4 %, atténuant partiellement certaines de ces baisses.

L'emploi dans le secteur du tourisme est demeuré inchangé au premier trimestre, se situant à 586 100 emplois, après deux trimestres de croissance vigoureuse. Les pertes d'emplois dans le transport aérien de passagers et dans les services de restauration ont été contrebalancées par de faibles gains dans le domaine de l'hébergement et des loisirs.

On peut gratuitement consulter le numéro du premier trimestre de 2003 d'*Indicateurs nationaux du tourisme* (Internet : 13-009-XIB) dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour commander gratuitement une version imprimée de cette publication (13-009-XPB), communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3640 (courriel : iead-info-dcrd@statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640, Division des comptes des revenus et dépenses.

Les petites entreprises sont prudentes par rapport au financement

Les petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes ont semblé plus prudentes en 2001 lorsqu'elles ont dû demander divers types de financement, une tendance qui s'explique en partie à cause du ralentissement de la croissance du produit intérieur brut.

Selon l'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises de 2001, seulement 18 % des PME (contre 23 % en 2000) ont fait une demande de financement par emprunt. Cependant, 8 PME sur 10 ont vu leur demande de financement par emprunt approuvée par les fournisseurs de crédit en 2001, ce qui est à peu près inchangé par rapport à l'an 2000.

Dans l'ensemble, les PME ont déclaré que le montant de financement par emprunt qu'elles ont demandé en 2001 se chiffrait à 38,9 milliards de dollars, soit une baisse par rapport à 54,2 milliards de dollars en 2000. De même, le montant total de financement par emprunt qui leur a été autorisé en 2001 était de 28,3 milliards de dollars, en baisse par rapport à 44,3 milliards de dollars en 2000. Seuls 73 % des montants demandés ont été autorisés en 2001, contre 82 % en 2000.

Le taux d'approbation des demandes de crédit-bail des PME a chuté de 98 % en 2000 à 94 % en 2001, alors que seulement 7 % des PME ont dit avoir sollicité du crédit-bail, contre 9 % en 2000. En revanche, le financement total autorisé par crédit-bail s'est élevé à 9,1 milliards de dollars en 2001, comparativement à 6,4 milliards de dollars en 2000.

La majorité des demandes de financement par emprunt, soit 27 %, provenaient de PME composées de cinq à 19 employés. Les entreprises de plus grande taille (20 à 99 employés) ne représentaient que 23 % des demandes.

Pour ce qui est des montants demandés, les entreprises formées de 20 à 99 employés et de 100 à 499 employés ont sollicité seulement 16 % et 10 % respectivement du montant total (38,9 milliards de dollars) en financement par emprunt. Par comparaison, les PME formées de 1 à 4 employés et de 5 à 19 employés ont sollicité 30 % du total chacune.

Comme en 2000, 1 PME sur 3 a sollicité un prêt à terme. Une proportion égale a voulu obtenir une nouvelle marge de crédit. Toutefois, les demandes de prêts hypothécaires ont augmenté, passant de 10 % en 2000 à 16 % en 2001. Cette hausse laisse supposer que les PME ont été plus nombreuses à essayer de profiter des faibles taux d'intérêt hypothécaire offerts par les fournisseurs de crédit en 2001, année où le taux préférentiel s'est situé à 4,5 % en moyenne.

Les trois documents les plus demandés par les fournisseurs de crédit en 2001 étaient les états financiers de l'entreprise, une demande officielle de financement et les états financiers personnels du propriétaire de l'entreprise. Plus particulièrement, 3 PME sur 4 ont dû fournir leurs états financiers, 3 sur 10 ont soumis une demande officielle de financement et une proportion semblable de PME ont fourni les états financiers personnels de leurs propriétaires.

En 2000, ces documents étaient aussi les plus demandés, mais un moins grand nombre d'entreprises ont dû les fournir. En outre, l'enquête de 2001 a révélé que les fournisseurs de crédit ont demandé à 17 % des PME de fournir une évaluation des actifs à financer, contre 9 % en 2000.

Toutefois, cette prudence et cette rigueur ne semblent pas avoir touché les critères habituels d'évaluation des demandes par les fournisseurs de crédit. En 2000, le pourcentage de refus de financement et les raisons de ces refus étaient similaires.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Christophe Kadji au (613) 951-3639 (courriel : christophe.kadji@statcan.ca) ou avec Gilles Paré au (613) 951-2517 (courriel : gilles.pare@statcan.ca), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.

Radiodiffusion privée

À une époque où les réseaux de télévision numériques, les fournisseurs de services de télévision par satellite et les nouveaux médias ont peine à joindre les deux bouts, le plus ancien média électronique génère des profits avec régularité.

Les bénéfices avant intérêts et impôts des radiodiffuseurs privés ont représenté 15,9 % de leurs revenus en 2002. La performance des radiodiffuseurs FM est à l'origine du niveau soutenu des bénéfices de l'industrie radiophonique ces dernières années. En 2002, ils ont enregistré une importante marge bénéficiaire de 24,3 %, et 70,0 % d'entre eux ont réalisé des bénéfices.

En 2002, les radiodiffuseurs de langue anglaise ont continué de réaliser des bénéfices supérieurs à ceux des radiodiffuseurs de langue française, mais l'écart s'est amoindri. La marge bénéficiaire a été de 16,4 % pour les radiodiffuseurs anglophones et de 15,2 % pour les radiodiffuseurs francophones.

Les stations radio ayant un grand marché ont continué à être plus performantes que celles ayant un plus petit marché. La marge bénéficiaire des stations exploitées dans les cinq plus grandes régions métropolitaines était de 18,8 %, alors que celle des stations exploitées à l'extérieur de ces marchés s'établissait à 13,2 %.

*La publication **Radiodiffusion et télécommunications**, vol. 33, n° 2 (Internet : 56-001-XIF, 10 \$ / 32 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Daniel April au (613) 951-3177 (courriel : daniel.april@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.*

Les films étrangers dominant dans les salles de cinéma

Les distributeurs de films et les grossistes de vidéos au Canada ont réalisé un niveau sans précédent de recettes au cours de l'exercice 2000-2001. Cependant, les films et vidéos canadiens n'ont toujours pas fait leur place sur un marché intérieur dominé par les produits étrangers.

Les recettes de l'industrie ont atteint un sommet sans précédent de 2,8 milliards de dollars. Les films étrangers, destinés aux marchés commercial et de la télévision, sont venus en tête en 2000-2001, ayant représenté plus de 90 % des ventes intérieures.

Parallèlement, les produits canadiens ont perdu de leur part des marchés commercial et de la télévision générale au Canada. Ainsi, en 1999-2000, le contenu canadien représentait 25 % des recettes du marché de la télévision générale et, un an plus tard, cette part n'était plus que de 16 %.

Toutefois, les entreprises canadiennes ont continué de profiter des marchés des exportations et de la télévision payante. La distribution de productions cinématographiques et vidéo canadiennes à d'autres pays a rapporté pas moins de 177,5 millions de dollars. Combinées aux recettes de la distribution de films non canadiens, les exportations totales se sont chiffrées à 222,3 millions de dollars en 2000-2001.

Les productions canadiennes étaient de plus en plus populaires sur les marchés étrangers, représentant 64 % de l'ensemble des recettes de distribution de productions canadiennes en 2000-2001. Sur le marché intérieur, d'où elles ont tiré le reste de leurs recettes, les productions canadiennes ont représenté un peu moins de 10 % de toutes les recettes de distribution.

Le taux de croissance des dépenses a ralenti pour une deuxième année d'affilée. Les distributeurs de films et de vidéos ainsi que les grossistes de vidéos ont déclaré un total de 2,5 milliards de dollars de dépenses en 2000-2001. Par conséquent, les bénéficiaires ont augmenté de 17,9 % pour se fixer à 347,2 millions de dollars. Les recettes réalisées sur le marché de la télévision payante ont progressé de 18,2 % pour atteindre 81,2 millions de dollars, tandis que celles provenant du marché intérieur des vidéos ont augmenté de 12,3 % pour se situer à 165,8 millions de dollars.

En revanche, les traitements et avantages sociaux ont ralenti. Ils ont augmenté de 6,6 %, passant à 144,6 millions de dollars. Une bonne part des nouveaux emplois ont été générés par des sociétés sous contrôle canadien. Ces dernières comptaient plus de 87 % de l'emploi total.

Les productions étrangères ont constitué plus de 90 % des 1,1 milliard de dollars de ventes sur le marché intérieur de films et de vidéos. Dans certains secteurs de l'industrie, la domination étrangère a toutefois été beaucoup plus importante.

Part des recettes pour le contenu canadien et le contenu étranger sur le marché intérieur

	1999-2000			2000-2001		
	Contenu canadien	Contenu étranger	Total	Contenu canadien	Contenu étranger	Total
Distribution intérieure	13,1	86,9	100,0	9,5	90,5	100,0
Cinéma	2,7	97,3	100,0	1,9	98,1	100,0
Télévision payante	23,6	76,4	100,0	23,5	76,5	100,0
Télévision générale	24,7	75,3	100,0	15,7	84,3	100,0
Vidéos domestiques	2,8	97,2	100,0	2,9	97,1	100,0
Marché non commercial	26,2	73,8	100,0	24,7	75,3	100,0
Distribution intérieure en gros de vidéo-cassettes	1,3	98,7	100,0	1,7	98,3	100,0

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Sur le marché commercial, les films étrangers ont représenté plus de 98 % des recettes des distributeurs, qui ont totalisé 390,6 millions de dollars en 2000-2001. De même, sur le marché des vidéos préenregistrés, les productions étrangères ont représenté près de 98 % des 1,4 milliard de dollars de ventes en gros au Canada en 2000-2001.

Bien que les marchés de la télévision générale et de la télévision payante aient aussi été dominés par les productions étrangères, les recettes tirées de produits canadiens sur le marché de la télévision payante ont augmenté de 18,2 % pour s'élever à 81,2 millions de dollars.

Sur le marché non commercial (établissements d'enseignement, administrations publiques et sociétés privées), les recettes ont augmenté pour s'établir à 23,7 millions de dollars au Canada en 2000-2001, dont une part de 25 % était attribuable aux productions à contenu canadien.

Le principal poste de dépenses était formé de 806,7 millions de dollars de paiements au chapitre des droits et des redevances à des détenteurs de droits d'auteur étrangers et canadiens. Les films et vidéos canadiens ont représenté 10 % de ces paiements.

Les dépenses liées aux activités de vente en gros de vidéos, y compris le coût de la reproduction, se sont élevées à 660,7 millions de dollars. Ces activités ont rapporté 1,4 milliard de dollars de recettes.

Certaines données de l'Enquête sur la distribution et la vente en gros de films cinématographiques et de vidéos sont maintenant en vente sous forme de tableaux (87F0010XDB, 50 \$). Pour en savoir plus, communiquez avec Fidel Ifedi au (613) 951-1569 (courriel : fidel.ifedi@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

Hausse du taux de faible revenu chez les immigrants

Le taux de faible revenu chez les nouveaux immigrants au Canada a presque doublé entre 1980 et 1995, avant de reculer légèrement au cours de la dernière moitié des années 1990, selon une nouvelle étude.

En 1980, les taux de faible revenu chez les immigrants arrivés au Canada entre 1975 et 1980 étaient 1,4 fois plus élevés que ceux des personnes nées au pays. En 1990, cependant, les taux de faible revenu chez les immigrants arrivés au Canada entre 1985 et 1990 étaient 2,1 fois plus élevés que ceux des personnes nées au pays. En 2000, les taux de faible revenu chez les nouveaux immigrants étaient 2,5 fois plus élevés que ceux des personnes nées au Canada.

La hausse des taux de faible revenu était généralisée chez les nouveaux immigrants de tous les niveaux de scolarité, de tous les groupes d'âge et de toutes les langues, ainsi que de tous les types de famille.

En 1980, 24,6 % des immigrants arrivés au cours de la période de cinq ans qui avait précédé se situaient sous les seuils de faible revenu de Statistique Canada. En 1990, le taux de faible revenu chez les nouveaux immigrants avait augmenté pour s'établir à 31,3 %. Après avoir atteint un sommet de 47,0 % en 1995, ce taux a toutefois reculé de façon significative, se fixant à 35,8 % en 2000.

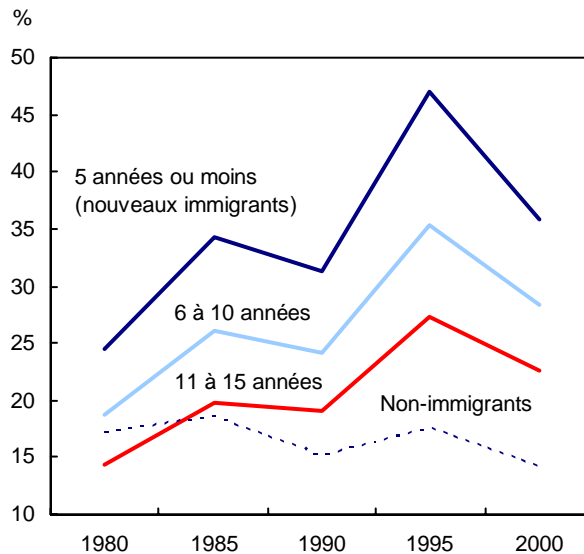
Ces comparaisons font ressortir une tendance à la hausse à long terme dans le taux de faible revenu, qui n'est pas associée aux moins bonnes conditions économiques qui prévalaient en 2000. En fait, le taux national de chômage se situait à seulement 6,8 % en 2000, ce qui est inférieur à 1990 (8,1 %) et à 1980 (7,5 %).

Par ailleurs, la tendance n'était pas liée à une hausse générale des taux de faible revenu au Canada, étant donné que chez les Canadiens nés au pays, le taux de faible revenu a baissé, passant de 17,2 % en 1980 à 14,3 % en 2000.

Même si la hausse des taux de faible revenu a été la plus marquée chez les immigrants arrivés récemment, elle a aussi été observée chez ceux qui sont au Canada depuis un certain nombre d'années.

Ainsi, parmi les immigrants qui habitent au Canada depuis 6 à 10 années, le taux de faible revenu est passé de 18,7 % en 1980 à 28,4 % en 2000. Chez ceux qui habitent au Canada depuis 11 à 15 années, le taux a aussi augmenté, passant de 14,4 % à 22,7 % au cours de la même période.

Taux de faible revenu chez les immigrants selon la durée de résidence au Canada



En général, plus le taux de faible revenu chez les immigrants est élevé au moment de l'arrivée, plus il décline rapidement à mesure qu'ils acquièrent de l'expérience au Canada.

Parmi les immigrants qui sont arrivés au Canada entre 1981 et 1984, le taux de faible revenu mesuré peu après leur arrivée était 1,8 fois plus élevé que celui des personnes nées au Canada. Toutefois, après 17 à 21 années au Canada, le taux diminuait et représentait environ 1,3 fois celui des personnes nées au Canada.

Dans le groupe des personnes arrivées au Canada entre 1990 et 1994, les taux de faible revenu étaient de beaucoup supérieurs à ceux du groupe arrivé à la fin des années 1980. Toutefois, après avoir passé de 7 à 11 années au Canada, les deux groupes affichaient le même taux de faible revenu.

On peut gratuitement consulter le document de recherche *La hausse du taux de faible revenu chez les immigrants au Canada* (11F0019MIF2003198) dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec René Morissette au (613) 951-3608, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail.

Statistique sur les tribunaux de la jeunesse

Le nombre de cas entendus par les tribunaux de la jeunesse au Canada a diminué au cours des 10 dernières années, ce qui correspond au nombre réduit d'accusations portées par la police, selon l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse.

Les tribunaux de la jeunesse ont entendu 85 640 cas au cours de l'exercice financier 2001-2002, soit 2 % de moins qu'en 2000-2001 et 16 % de moins qu'en 1992-1993. Cependant, le nombre de causes relatives aux drogues a triplé depuis 1992-1993, passant de 1 924 à 6 058. En 2001-2002, les deux tiers de ces cas (4 058) étaient liés à la possession de drogues.

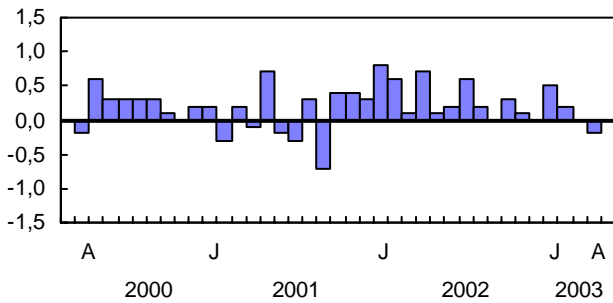
Dans 6 cas sur 10 entendus par les tribunaux de la jeunesse en 2001-2002, les jeunes accusés ont été déclarés coupables. Les délits de la route prévus au *Code criminel* comportaient le taux de condamnation le plus élevé (71 %), tandis que les crimes relatifs aux drogues présentaient le taux le plus faible (54 %).

La publication *Juristat : Statistique sur les tribunaux de la jeunesse, 2001-2002*, vol. 23, n° 3 (Internet : 85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$; 85-002-XPF, 10 \$ / 93 \$) est maintenant en vente. Pour en savoir plus, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

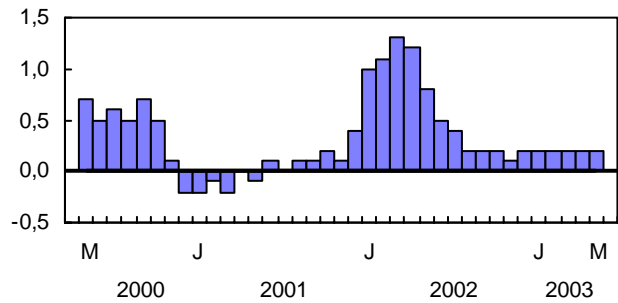
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a baissé de 0,2 % en avril, après avoir été inchangée en mars.

Indice composite

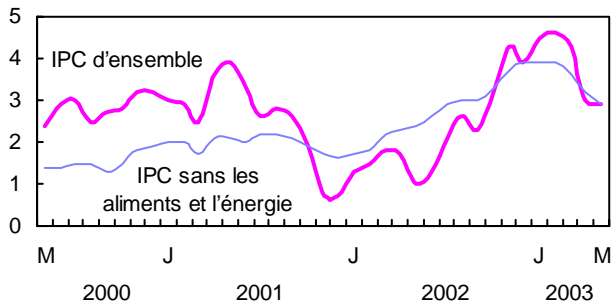
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé composite a progressé de 0,2 % en mai, après avoir augmenté de 0,2 % en avril.

Indice des prix à la consommation

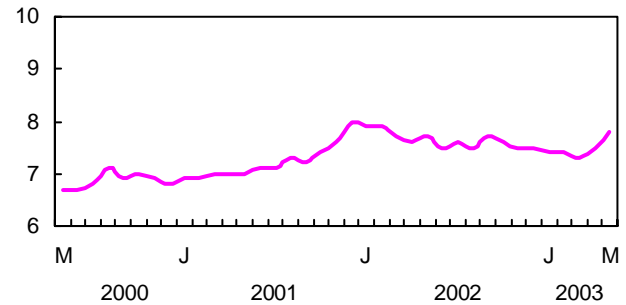
Variation annuelle en %



En mai, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,9 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont aussi augmenté de 2,9 %.

Taux de chômage

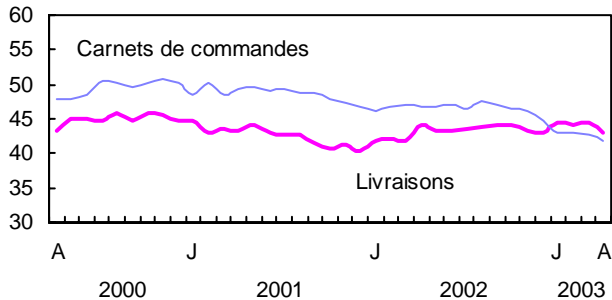
%



En mai, le taux de chômage a augmenté de 0,3 point de pourcentage pour se fixer à 7,8 %.

Fabrication

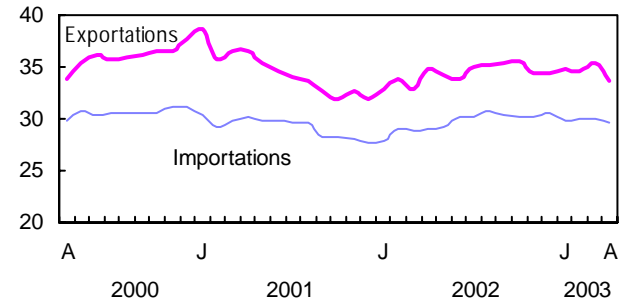
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont baissé de 3,4 % en avril pour atteindre 43,0 milliards de dollars. Les carnets de commandes ont reculé de 1,9 % pour se fixer à 41,8 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En avril, les exportations ont fléchi de 4,5 % pour s'établir à 33,7 milliards de dollars. Les importations ont baissé de 1,3 % pour se fixer à 29,6 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	avril	991,3	-0,2 %	1,8 %
Indice composite (1992 = 100)	mai	181,5	0,2 %	2,8 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 ^{er} trim. de 2003	42,9	10,6 %	26,6 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	1 ^{er} trim. de 2003	82,8	0,3 †	1,2 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	avril	26,1	-0,9 %	2,2 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	avril	132,5	-3,8 %	-7,4 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	avril	35,9	-1,1 %	3,2 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	mai	15,7	-0,1 %	2,3 %
Taux de chômage (%)	mai	7,8	0,3 †	0,1 †
Taux d'activité (%)	mai	67,5	0,1 †	0,7 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	avril	687,17	0,1 %	1,3 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	avril	543,4	1,3 %	1,2 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	avril	33,7	-4,5 %	-3,3 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	avril	29,6	-1,3 %	1,7 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	avril	4,1	-1,2	-1,7
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	avril	43,0	-3,4 %	-2,3 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	avril	42,2	-4,5 %	-3,5 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	avril	41,8	-1,9 %	-10,4 %
Ratio des stocks aux livraisons	avril	1,49	0,06	0,08
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	mai	122,0	0,1 %	2,9 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	mai	105,2	-2,0 %	-1,7 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	mai	113,0	-2,5 %	-0,5 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	avril	114,3	0,4 %	4,5 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.

2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat Revue hebdomadaire

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 3 au 9 juillet 2003

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Bilan du secteur agricole — statistiques économiques agricoles, vol. 2, n° 1		21-016-XIF	gratuit
Compte de la valeur ajoutée agricole — statistiques économiques agricoles, vol. 2, n° 1		21-017-XIF	gratuit
Mouvement de l'encaisse des entreprises agricoles — statistiques économiques agricoles, vol. 2, n° 1		21-018-XIF	gratuit
COMMERCE INTERNATIONAL			
Exportations par marchandise	avril 2003	65-004-XMB	37/361
Exportations par marchandise	avril 2003	65-004-XPB	78/773
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DE LA STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION			
Éducation, compétences et apprentissage — documents de recherche : Qui poursuit des études postsecondaires et à quel moment : parcours choisis par les jeunes de 20 ans, n° 6		81-595-MIF2003006	gratuit
Enquête sur la distribution et la vente en gros de films cinématographiques et de vidéos	2000-2001	87F0010XDB	50
Enregistrement sonore	2000	87F0008XDB	50
ÉTUDES ANALYTIQUES			
Direction des études analytiques — documents de recherche : Enclaves de minorités visibles dans les quartiers et résultats sur le marché du travail des immigrants, n° 204		11F0019MIF2003204	gratuit
INDUSTRIES DE SERVICE			
Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes	avril 2003	63-011-XIF	6/55
INSTITUTIONS PUBLIQUES			
Statistiques sur le secteur public	2002-2003	68-213-XIF	46
MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES			
Produit intérieur brut par industrie	avril 2003	15-001-XIF	11/110
OPÉRATIONS DU RECENSEMENT			
Trousse de l'enseignant — données du Recensement de 2001, activité 13		92F0192XIF	gratuit
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Radiodiffusion et télécommunications, vol. 33, n° 2		56-001-XIF	10/32
STATISTIQUE DU REVENU			
Enquête sur les dépenses des familles, fichier de microdonnées à grande diffusion — repondération	1996	62M0001UCB	3 000
STATISTIQUES SUR LA SANTÉ			
Statistiques sur le cancer	1992 à 2000	84-601-XIF	gratuit
TRANSPORTS			
Origine et destination des passagers aériens, rapport Canada-États-Unis	2000	51-205-XIB	35

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Statistique Canada, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».

Index des sujets : du 10 janvier au 27 juin 2003

AGRICULTURE

Titre et période de référence :	Paru le :
La sécheresse fait baisser le revenu agricole net, 2002	30 mai
Les agriculteurs prévoient semer plus de blé et de canola, 2003	9 mai
Première chute en quatre ans des recettes agricoles, 2002	28 février

BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (COMPTE COURANT)

Données pour :	Paru le :
4 ^e trim. de 2002	7 mars
1 ^{er} trim. de 2003	6 juin

COMMERCE DE DÉTAIL

Données pour :	Paru le :
Octobre 2002	10 janvier
Novembre 2002	31 janvier
Décembre 2002	28 février
Janvier 2003	28 mars
Février 2003	2 mai
Mars 2003	23 mai
Avril 2003	27 juin

COMMERCE DE GROS

Données pour :	Paru le :
Novembre 2002	24 janvier
Décembre 2002 (et l'année 2002)	21 février
Février 2003	25 avril

COMMERCE INTERNATIONAL DE MARCHANDISES DU CANADA

Données pour :	Paru le :
Octobre 2002	10 janvier
Novembre 2002	24 janvier
Décembre 2002	28 février
Janvier 2003	21 mars
Février 2003	17 avril
Mars 2003	16 mai
Avril 2003	20 juin

COMPTES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS NATIONAUX (PIB TRIMESTRIEL)

Données pour :	Paru le :
4 ^e trim. de 2002	7 mars
1 ^{er} trim. de 2003	6 juin

DÉMOGRAPHIE

Titre et période de référence :	Paru le :
La part des Autochtones dans la population canadienne progresse, 2001	24 janvier
La population canadienne est plus diverse que jamais, 2001	24 janvier
Le soutien social réduit la mortalité chez les hommes âgés, 1994-1995 à 2000-2001	30 mai

ÉDUCATION ET FORMATION

Titre et période de référence :	Paru le :
L'accès à l'ordinateur dans les écoles réduit l'écart technologique rural-urbain, 1999	27 juin
Les bacheliers et diplômés de collège remboursent leurs prêts d'études plus rapidement, 1990 à 1995	28 février
Les Canadiens sont plus scolarisés que jamais, 2001	14 mars
Les élèves qui travaillent de longues heures hors de l'école sont plus enclins à décrocher, 2000	6 juin
Montée en flèche des inscriptions universitaires dans les études de technologie, 1997-1998 à 2000-2001	4 avril
Niveau record des étudiants inscrits aux études de premier cycle, 2000-2001	25 avril
Un diplôme universitaire, ça rapporte toujours, 2001	14 mars

ENQUÊTE MENSUELLE SUR LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Données pour :	Paru le :
Novembre 2002	31 janvier
Décembre 2002	21 février
Janvier 2003	21 mars
Février 2003	25 avril
Mars 2003	23 mai
Avril 2003	20 juin

ENQUÊTE SUR LA POPULATION ACTIVE (TAUX DE CHÔMAGE, CROISSANCE DE L'EMPLOI)

Données pour :	Paru le :
Décembre 2002	17 janvier
Janvier 2003	14 février
Février 2003	14 mars
Mars 2003	11 avril
Avril 2003	16 mai
Mai 2003	13 juin

ENQUÊTE SUR LES PERSPECTIVES DU MONDE DES AFFAIRES : INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Données pour :	Paru le :
1 ^{er} trim. de 2003	7 février
2 ^e trim. de 2003	9 mai

INDICE COMPOSITE

Données pour :	Paru le :
Décembre 2002	7 février
Janvier 2003	21 février
Février 2003	21 mars
Mars 2003	2 mai
Avril 2003	30 mai

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Données pour :	Paru le :
Novembre 2002	10 janvier
Décembre 2002	31 janvier
Janvier 2003	7 mars
Février 2003	28 mars
Mars 2003	2 mai
Avril 2003	30 mai
Mai 2003	27 juin

INDICES DES PRIX DES PRODUITS INDUSTRIELS ET DES MATIÈRES BRUTES

Données pour :	Paru le :
Décembre 2002	7 février
Mars 2003	9 mai

MARCHÉ DU TRAVAIL

Titre et période de référence :	Paru le :
Les pratiques de travail novatrices réduisent le roulement dans certains secteurs, 1999	28 mars
Le secteur manufacturier : principale source de croissance du marché du travail en 2002	31 janvier
Le travail autonome en hausse chez les immigrants récents, années 1990	17 janvier
Le vieillissement de la population active risque d'entraîner une pénurie de main-d'œuvre, 2001	14 février
Marché du travail : le Canada surpasse les États-Unis, décembre 2001 à juillet 2002	10 janvier

PERMIS DE CONSTRUCTION

Données pour :	Paru le :
Novembre 2002	17 janvier
Décembre 2002 (et l'année 2002)	14 février
Janvier 2003	14 mars
Février 2003	11 avril
Mars 2003	9 mai
Avril 2003	13 juin

Index des sujets : du 10 janvier au 27 juin 2003 — fin

PRODUCTIVITÉ

Titre et période de référence :	Paru le :
La productivité baisse pour la première fois en deux ans, 4 ^e trim. de 2002	21 mars
Léger recul de la productivité du secteur des entreprises, 1 ^{er} trim. de 2003	20 juin
Les établissements de transformation des aliments qui profitent des technologies de pointe augmentent leur productivité, fin des années 1990	13 juin

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE

Données pour :	Paru le :
Octobre 2002	10 janvier
Novembre 2002	7 février
Décembre 2002	7 mars
Janvier 2003	4 avril
Février 2003	9 mai

REVENU

Titre et période de référence :	Paru le :
L'accès aux avantages sociaux est inégal, 2000	30 mai
Les familles à revenu élevé affichent des gains, alors que les revenus demeurent stables pour les autres, 2001	16 mai
L'industrie de l'informatique et des télécommunications est plus rémunératrice, 1997 à 2002	28 mars

SOCIÉTÉ

Titre et période de référence :	Paru le :
Chute de la participation aux services religieux, 2001	11 avril
La plupart des francophones hors Québec travaillent en français, 2001	14 février
Le bénévolat est plus probable quand les employeurs l'encouragent, 2000	2 mai
Le Canada reste majoritairement catholique romain et protestant, 2001	16 mai
Les Canadiens mangent plus qu'avant, 1991 à 2001	20 juin
Les femmes font toujours la majeure partie des travaux ménagers, 2001	14 février
Les mères restent plus longtemps à la maison avec leur nouveau-né, 2000 à 2002	11 avril

TAUX D'UTILISATION DE LA CAPACITÉ INDUSTRIELLE

Données pour :	Paru le :
4 ^e trim. de 2002	21 mars
1 ^{er} trim. de 2003	17 juin

TOURISME

Titre et période de référence :	Paru le :
La baisse des voyages par avion provoque une chute des dépenses touristiques, 2002	4 avril
La reprise du tourisme interrompue par la baisse des dépenses des Canadiens, 3 ^e trim. de 2002	17 janvier
Le Canada a accueilli un nombre record de visiteurs en 2002	6 juin

TRANSPORT

Titre et période de référence :	Paru le :
La croissance de l'industrie du camionnage au Canada diminue, 2001	13 juin
L'activité portuaire en légère hausse, 1 ^{er} semestre de 2002	16 mai
Les automobilistes faisant la navette sont un million de plus, 2001	14 février

VENTES DE VÉHICULES AUTOMOBILES NEUFS

Données pour :	Paru le :
Novembre 2002	24 janvier
Décembre 2002 (et l'année 2002)	21 février
Février 2003	25 avril
Mars 2003	23 mai
Avril 2003	20 juin

AUTRES ARTICLES

Titre et période de référence :	Paru le :
C'est à Terre-Neuve-et-Labrador que le PIB croît le plus, 2002	2 mai
Des bénéficiaires d'exploitation spectaculaires pour les fournisseurs de services sans fil, 2002	17 avril
Investissements canadiens à l'étranger : croissance inférieure à la moyenne, 2002	4 avril
Investissements records en construction de bâtiments non résidentiels, 1 ^{er} trim. de 2003	17 avril
La fréquentation des cinémas est à la hausse, mais les bénéfices diminuent, 2000-2001	6 juin
Le commerce électronique continue de progresser fortement, 2002	11 avril
Le passif net du Canada à l'étranger a considérablement augmenté, 1 ^{er} trim. de 2003	27 juin
L'endettement des entreprises canadiennes à un niveau stable, 2001	31 janvier
L'excédent des administrations publiques augmente à cause d'un bond des taxes à la consommation, 2002-2003	27 juin
Les avoirs étrangers en obligations canadiennes réduits par des remboursements massifs, janvier 2003	28 mars
Les investissements dans la biotechnologie génèrent des revenus élevés, 1997 à 1999	14 mars
Les investissements privés et publics devraient augmenter, 2003	7 mars
Les personnes âgées dépendent de plus en plus des pensions privées, 1999	21 février
Les prêts à la consommation accroissent la valeur des services bancaires, 2001	7 février
L'investissement en construction non résidentielle affiche un sommet, 4 ^e trim. de 2002	17 janvier
Les ventes au détail en nette progression, 2002	17 avril
Repli du nombre d'exportateurs et de la valeur des exportations en 2001	4 avril
Une nouvelle économie florissante, 1987 à 1997	23 mai